



المؤتمر العربي الثاني للأراضي

Second Arab Land
Conference

22-24 FEBRUARY 2021
CAIRO, EGYPT

MASTERCLASS 1

Capacity Development Progress in North Africa

Enhancing Land Management, Land Development
and Construction

LES ENJEUX DU SYSTÈME FONCIER EN MAURITANIE: ÉTUDE EXPLORATOIRE

Par Pr. Ousmane WAGUE
Université Nouakchott Al Aasriya

UN HABITAT
FOR A BETTER URBAN FUTURE



Introduction

- La République Islamique de Mauritanie est située entre le 15^e et le 27^e parallèle nord. Elle couvre une superficie de 1 030 700 km². Elle est limitée au nord par le Royaume du Maroc et l'Algérie, à l'est par le Mali, au sud par le Mali et le Sénégal et à l'ouest par l'Océan Atlantique. Au centre et au nord du pays, le relief est constitué par les massifs montagneux de l'Assaba, du Tagant et de l'Adrar qui culminent parfois jus qu'à 800 mètres. La population de la Mauritanie est estimée à 3.5 millions d'habitants. Son taux de croissance démographique est de 2.3% par an, sa superficie est de 1 030 700 km², soit une densité de 3.5 habitants au km

Objectif

- Partageant plusieurs réalités foncières avec les États du nord, la Mauritanie a intégré le réseau Nelga l'étude pays focalisé sur la Mauritanie participa à la réalisation de l'objectif général de l'étude qui consiste à . « disposer d'abord d'un document résumant les statuts fonciers en Afrique du Nord d'un point de vue législatif et institutionnel ». Ainsi, à l'instar des autres pays, la présente étude présentera comme un diagnostic général des systèmes fonciers sera la base d'une analyse « *Benchmark* » permettant d'établir les similitudes et les différences entre les pays de l'Afrique du Nord. Il s'agit pour nous de mettre en exergue les aspects suivants ;
- les insuffisances et opportunités majeures en matière de formation et de recherche
- identifier les champs et les disciplines de tout programme de formation et de recherche à mettre en place.
- de présenter d'éventuels risques observés.
- C'est ainsi que l'étude vise, entre autres, à répondre aux interrogations suivantes:
- Quels sont les champs susceptibles à améliorer la gouvernance foncière ?
- Quels sont les besoins des différentes parties prenantes?
- Quels sont les besoins des professionnels ?
- Quels sont les aspects à mettre en évidence dans les projets de formations académiques, des formations continues et de recherche ?



Les axes principales

- I. Démarche méthodologique de collecte des données
- II. Revue critique des systèmes fonciers : État actuel des besoins en formation/formation continue
- III. Revue critique des systèmes foncier : État actuel des besoins en formation/formation continue ;
- IV. Résumé combiné des données qualitatives et quantitatives des besoins

les données institutionnelles sur le secteur foncier

- Avec une population de 3,54 millions d'habitants dont 90 % vivent dans les villes et dans le sud du pays, soit un quasi doublement de la population en 25 ans, la Mauritanie sera un pays majoritairement urbain vers 2025, ce facteur a fait naître une pression qui s'accentue sur le foncier urbain
- Dans la vallée du Fleuve Sénégal, où se concentrent 90 % des terres agricoles avec le plus fort potentiel, la terre est souvent considérée encore comme une propriété collective ou familiale et indivise, dont l'administration revient au chef de terre.
- Ainsi des tensions persistent entre, d'un côté, la puissance publique qui entend promouvoir une agriculture modernisée à travers des concessions de terre au profit d'investisseurs nationaux ou étrangers et de l'autre des possesseurs fonciers soucieux de maintenir leur accès et leur contrôle sur la terre

Les données juridiques

- **L'Ordonnance de 1983.** Cette ordonnance constitue l'ossature du cadre juridique en vigueur. Elle est adoptée en vue d'accompagner l'abolition de l'esclavage en 1981 et pour l'État, de gagner en autorité sur un ensemble de territoires claniques ou tribaux..
- Ainsi les attributions qui ont pu avoir lieu ont constitué un terreau favorable aux événements dramatiques de 1989 à 1991. Une série de décrets a ensuite instauré des procédures prévoyant la protection des espaces vitaux des agglomérations rurales et une meilleure prise en compte les propriétaires traditionnels de la terre

B. LIMITES DU CADRE JURIDIQUE

- Le cadre légal établi à partir de 1983 manque d'un texte initial structurant les différents statuts de la terre.
- L'ordonnance de 1983 n'a pas cherché à organiser les différents statuts de la terre. Le Domaine public ne fait, par exemple, l'objet d'aucun texte.
- La question critique de la distinction entre terres domaniales et terres privées est renvoyée à différents textes, quand elle mériterait d'être clairement énoncée par un texte fondateur.

B. LES LIMITES (suite)

- **La mise en œuvre du cadre juridique n'a pas eu les effets escomptés.** 35 ans après la promulgation de l'ordonnance de 1983,
 - la pleine domanialité reste virtuelle et la tenure traditionnelle continue de réguler une grande partie des terres rurales et
 - la pleine propriété individuelle, en milieu rural mais aussi en milieu urbain, est peu fréquente. Cet échec relève d'un décalage du texte avec les capacités opérationnelles de l'administration et avec des structures sociales séculaires peu disposées à des changements radicaux

Analyse exploratoire de quelques travaux scientifiques

- Depuis la dernière réforme foncière de 1983 dont l'objectif consistait à « renforcer le droit de l'État au détriment de celui des tribus et groupes sociaux » et ses conséquences sur la société mauritanienne, déstabilisant et alimentant certains conflits, dont ceux de 1989, la recherche sur le foncier a pris du poil de la bête.

Atouts et particularités de la politique foncière nationale

- Il ressort que plus de 40% des personnes ressources affirment que la politique foncière nationale permet le partage et l'accès à la terre des jeunes, couches vulnérables et des femmes grâce à une attribution équitable des terres à ces populations. L'autre objectif important révélé consiste à leur permettre de subvenir à leur besoin. Les autres tendances ont révélé que cette politique vise aussi à éradiquer l'expansion urbaine incontrôlée pour la promotion des investissements, entre autres, donc une tendance en général vers une bonne gouvernance foncière .

Défis et lacunes de la politique foncière nationale

- Les lacunes recensées sont les suivantes:
- La méconnaissance du droit foncier, de la gestion des questions de gestion de l'eau, du morcellement des terres, de la surexploitation des nappes à cause de la mise en valeur des périmètres
- Manque des moyens et persévérance des conflits entre les communautés
- Administration non fiable dans la résolution des conflits entre les communautés
- D'autres défis persistent cependant et démontrant combien le secteur foncier doit connaître un changement

Les besoins en RH, en Genre, et l'implication de la jeunesse

- Intégration des femmes et des jeunes dans les projets de mise en valeur des terres et les stratégies de location des terres
- Renforcement de la formation des jeunes et des femmes dans la législation foncière, une administration très fiable répondant aux besoins de la population, gérer le foncier et réguler les conflits en dotant les différents service concernés e connaissances solides .
- Formation dans le domaine administratif et dans la gestion des entreprises rurales

Aperçu sur les opportunités de coopération

- Lutter contre le chômage, aider à l'emploi des jeunes et à avoir des revenus
- Opportunité de lutter contre le chômage, la migration l'accès des jeunes et des femmes à des terres pour subvenir à leur besoin
- Renforcement des capacités du personnel jeune et échange des expériences en matière de gouvernance foncière
- permettre un accès au droit de propriété aux hommes et aux femmes tant en milieu rural qu'en milieu rurale

Les besoins exprimés dans les domaines nécessaires du foncier

- Dans les réponses des personnes enquêtées, les principaux besoins exprimés portent se résumant comme suit :
- Formation qualifiante qui répond aux normes en matière d'administration fiable de logistique et des logiciels ;
- Formation , stage de perfectionnement des jeunes acquisition du matériel adapté ;
- L'accès public à l'information foncière devient de plus en plus une nécessité pour la plupart des citoyens tant dans le souci de renforcer leur insertion par l'exploitation durable pour les ménages de l'information ;
- Formation qualifiante pour la jeunesse et les femmes avec une administration fiable qui sait gérer le foncier ;

Opportunités de formation

Opportunités	Pourcentage
L'opportunité de connaître des lois foncières	41.1
Formation au respect des normes et des lois	2,9
Utilisation des sols et l'accès publics aux informations foncières, résolution des litiges et gestion des conflits	8.7
Bien connaître la zone	2,9
Prise en compte du rôle des acteurs locaux dans la résolution des litiges dans l'amiable	2,9
Conception d'un système foncier fiable répondant aux besoins de la population	8.7
Obtention d'un système foncière fiable, gage de la paix sociale	2,9
Assurance des propriétaires fonciers et élimination des conflits	2,9
Matériel logistique , logiciel	2,9
Opportunité d'une bonne formation professionnelle	2,9
Obtention de débouchés	20.3
Total	100,0

Les besoins en matière de conception des programmes

Les besoins en matière de conception des programmes	Pourcentage
Besoin d'un programme intégrant une formation relative aux prestations du marché foncier formel pour faire face à la spéculation foncière anarchique	35,3
Besoin d'espaces et du matériel numérique	2,9
Besoin de formation et de sensibilisation du corps des chercheurs	5,8
Besoin des modules de formation pratique et des formateurs bien qualifiés maîtrisant des logiciels et les lois foncières	17,4
Besoins des formations répondant aux normes et des lois foncières	2,9
Besoin d'un programme de formation portant sur la régularisation et la sécurisation foncière ainsi que des ateliers de formation des plans de formation aux métiers et d'un plan de modernisation	11,6
Formations qualifiantes de spécialistes et activités pratiques sur le terrain	58
Formation des enseignants spécialistes	2,9
Actualisation des documents	2,9
Formation pratique des professeurs qualifiés pour la maîtrise des logiciels et autres	17,4
Total	100,0

Conclusion

- Cette étude exploratoire a été une occasion pour visiter **les insuffisances et les opportunités majeures en matière de formation académique, de formation continue, de recherche et d'identifier les champs et les disciplines de tout programme de formation et de recherches à mettre en place.**
- Grâce à une analyse des données documentaires collectées suite à une revue critique des rapports institutionnels, des études combinées avec une analyse quantitative des réponses des entretiens avec les personnes ressources, nous avons pu collecter informations de première main.
- Ces données **explicitent les champs susceptibles à améliorer en matière de gouvernance foncière, les besoins des différentes parties prenantes, des professionnels ainsi que les aspects à mettre en évidence dans les projets de formations académiques, de formations continues et de recherche.**
- Basée aussi sur des données quantitatives, l'analyse s'est appuyée sur pas moins de 69 tableaux accompagnés d'un texte narratif qui met en exergue la fréquence la plus élevée des besoins, lacunes, opportunités....et que les tableaux des réponses ont explicités.